

Un regard neuf et l'esprit libre

« *Je ne vous comprends pas* ». Voilà, en somme, le message que Jacques Chirac a adressé à la jeunesse lors d'un débat sur la Constitution européenne. Dramatique aveu qui ne peut que conforter les jeunes dans l'impression de ne plus être représentés par une partie des élites. Le résultat du référendum du 29 mai a incité beaucoup de responsables à redécouvrir que l'Europe telle qu'elle se construit et la France telle qu'elle est gouvernée laissent sur le bord de la route nombre de laissés pour compte, dont les jeunes. Il est temps de revenir sur terre.

Nous sommes pleinement en accord avec François Mitterrand qui, en 1981, affirmait : « *Je n'ai jamais tenu, quant à moi, un discours particulier pour la jeunesse. Je la respecte trop pour cela. (...) Ce qui compte à mes yeux, c'est de lui reconnaître le droit de s'exprimer comme elle l'entend et d'imaginer son propre avenir.* » Pourquoi, alors, présenter une contribution que certains qualifieront de générationnelle ?

Parce que se refuser à adopter un discours particulier pour la jeunesse ne signifie pas oublier de s'adresser à elle.

Parce que si l'âge ne suffit pas à définir un individu, il n'est pas dénué de conséquences sur les conditions matérielles et sociales dans lesquelles il vit et sur ses préoccupations.

Parce que la jeunesse sert trop souvent aux communicants politiques soit de nouvelle classe dangereuse pour attiser les peurs soit de symbole d'une pseudo-modernité qui justifierait le libéralisme ambiant.

C'est en tant que jeunes militants politiques engagés de longue date dans le PS que nous nous exprimons. Nous ne voulons pas être considérés comme membres d'une catégorie à part. Mais puisque les circonstances l'exigent, c'est aussi à nous d'attirer l'attention de nos aînés sur la situation des jeunes. A nous d'insister sur les espérances de ceux qui, nés au tournant des années 80, marqués par le formidable souffle d'espoir apporté par François Mitterrand, attendent que nous renouions avec l'ambition politique.

De l'écoute, du courage, une vision : triptyque indispensable pour retrouver leur confiance.

**Etre à la hauteur des exigences de la jeunesse,
ne pas détourner son message**

« *Il dépend de vous que votre critique demeure vaine et votre impatience stérile, ou qu'elles soient, l'une et l'autre, dès maintenant, des ferments d'énergie et d'action* » : cet appel à l'engagement de Pierre Mendès-France, nous aimerions l'envoyer à notre génération. Mais tout n'est pas si simple. L'expérience le prouve : les jeunes savent s'engager pour défendre des valeurs. La semaine qui a suivi le 21 avril 2002 en fût une manifestation éclatante. Les jeunes ont également massivement voté le 29 mai. Comment interpréter alors leur abstention massive lors des rendez-vous électoraux « classiques » ?

Nous connaissons la responsabilité de notre Parti, donc la nôtre. Quand la résignation transparaît dans nos discours, comment pourraient-ils croire en notre capacité de « changer la vie » ? Les convaincre implique un projet fondé sur des valeurs que nous concrétiserons en adaptant nos outils au monde actuel mais que nous ne renierons pas sous prétexte de modernité. **Il nous faudra aussi changer notre manière de faire de la politique** : plus d'écoute et de dialogue, plus de transparence et surtout plus de volontarisme. Bref, **une certaine idée de la politique, plus exigeante et plus en lien avec leurs préoccupations.**

I/ Renouer avec l'ambition pour rendre possible ce qui est nécessaire.

Le débat sur la Constitution européenne a revivifié la démocratie. Mais les arguments de la renonciation laisseront des traces. Si nous sommes conscients qu'il faut parfois faire des

compromis, nous ne confondons pas « possible » et « facile », « possible » et « existant ». Faire de la politique, c'est rendre possible ce qui paraît difficile. Le débat n'est pas entre réformisme et radicalisme. La question est : le réformisme est-il une méthode ou une valeur en soi, et la méthode doit-elle prendre le pas sur les valeurs ou être à leur service? La déclaration de principe du PS résume tout: nous mettons « *le réformisme au service des espérances révolutionnaires* ». **Les jeunes, comme leurs aînés, veulent de l'audace, pas des aveux d'impuissance. L'ambition, si elle est mise au service de la société, n'est pas un vilain défaut.**

II/ Assumer le clivage politique, y compris au niveau européen.

La notion d'idéologie est historiquement marquée par les excès de certains de ceux qui s'en sont réclamés. Pourtant l'idéologie, c'est un certain point de vue sur le monde et un système de valeurs pour le transformer. Ne tournons pas le dos à cela. En abandonnant le terrain des valeurs, nous laisserions la place libre à celles que nous combattons. **La fin des idéologies est un mythe savamment échafaudé pour nous en imposer une seule : la pensée unique du marché.** L'idéologie marxiste est en recul, pas l'idéologie capitaliste ultra-libérale. Notre idéologie est humaniste et démocratique ; elle ne nous aveugle pas ; nous ne cherchons pas à l'imposer par la contrainte mais par la conviction: **assumons-la. Nous intéresserons les jeunes si nous leur proposons des valeurs, pas autrement.**

Cela vaut particulièrement pour l'Europe. **L'europhisme béat ne peut pas devenir une philosophie de substitution.** L'Europe a besoin d'exigence, pas de complaisance. Les socialistes ont largement contribué à construire le contenant, ils doivent assumer leur orientation politique pour participer à la définition du contenu. Il faut en finir avec la vision de l'Europe comme d'un objet extérieur que l'on accepte ou que l'on rejette en bloc. **Nous, les jeunes, savons que l'Europe est un cadre décisionnel dans lequel soit on fait de la politique, soit on la subit.** Traiter d'anti-européens ceux qui sont contre l'orientation libérale de l'Europe est aussi absurde que de classer dans les rangs de l'anti-France ceux qui se battent contre les politiques de la droite française. **Cette vision de l'Europe est l'une des richesses que nous, les jeunes, pouvons apporter.** Non pas parce que nous savons mieux que les autres, mais parce que notre point de vue peut enrichir la réflexion collective.

III/ Ne pas instrumentaliser les convictions supposées de la jeunesse.

Nous en avons marre que la jeunesse et ses attributs avérés ou supposés servent à défendre tout et n'importe quoi. L'appartenance générationnelle n'enferme pas dans un cadre idéologique. Les jeunes se retrouvent de tous les côtés de l'échiquier politique. Ils ne sont pas attirés par les miroirs aux alouettes de la pseudo-objectivité et du pragmatisme déconnecté des valeurs. Certes, nous avons grandi dans un contexte particulier, avec des moyens nouveaux. Cela ne veut pas dire que nous avons abandonné les valeurs que nos parents défendaient. Les partis politiques gagneront la confiance de la jeunesse quand, rejetant son infantilisation, ils comprendront que les jeunes sont suffisamment mûres pour percevoir que les concepts prétendument apolitiques comme la modernité ne sont jamais exempts de contenu idéologique. **La fin du « ni-ni », c'est bien ce qu'ils nous demandent. La modernité, c'est de renouer avec nos valeurs.**

IV/ Ecouter les préoccupations d'une génération marquée par la crise.

Dans la jeunesse comme ailleurs, le diagnostic de deux France qui n'ont pas la même confiance en l'avenir se vérifie. Mais la situation des jeunes est particulière :

- 1 **En raison d'un effet âge**, qui marque un parcours obligé: la formation initiale et l'insertion sur le marché du travail.
- 2 **En raison d'un effet génération.** On ne compte plus les travailleurs âgés qui, éjectés de leur entreprise après des années de bons et loyaux services, ont les pires difficultés à se réinsérer. Mais les jeunes sont les principaux cobayes des nouvelles méthodes du libéralisme et construisent leur vie entière dans cette perspective de précarité.

Proposer un projet qui garantisse à la jeunesse le droit à l'avenir

Le projet socialiste doit répondre rapidement aux difficultés quotidiennes des jeunes et procéder parallèlement à une transformation substantielle de notre société. Avec un axe politique fort : permettre à chacun de prendre son autonomie et de faire des choix pour construire sa vie professionnelle, personnelle et de citoyen.

I/ Donner les moyens à chaque jeune de construire son avenir.

1/ Permettre à tous les jeunes de se loger.

3 millions de Français mal-logés, 150 000 personnes vivant dans l'habitat précaire. Les chiffres font mal. L'objectif de mixité sociale - impérieuse nécessité - ne doit pas masquer la crise du logement en tant que telle. Logement social? Trop rare. Logement privé? Trop cher. Voilà la redoutable équation qui entraîne l'exclusion et creuse les inégalités: l'absence d'un lieu calme pour étudier est le premier pas vers l'échec scolaire. La contraction du marché immobilier sert à justifier les discriminations racistes face au logement. On pourrait multiplier les exemples.

Ressources limitées, difficulté à avancer la caution, méfiance des bailleurs: difficile, pour un jeune, de se loger. Il faudra, d'une part, **régler le problème des cautions**. Nous proposons de généraliser le dispositif Locapass qui inclut une avance du dépôt de garantie et une caution solidaire en garantie des loyers et charges grâce à une « **Couverture Logement Universelle** ». Il faudra, d'autre part, **supprimer le mois de carence pour le versement des aides personnalisées au logement**, qui force souvent les jeunes à s'endetter.

C'est le système du tout-marché en matière immobilière qui est en cause. Le phénomène de la vente à la découpe n'est que la manifestation caricaturale de la situation ubuesque dans laquelle il nous a mené. La puissance publique doit réguler le marché:

- **En adoptant des règles de plafonnement des loyers et en réfléchissant aux moyens de maîtriser le coût du foncier en milieu rural.**
- **En réservant une part substantielle des logements sociaux aux jeunes en formation et aux jeunes ménages.**
- **En lançant un grand plan de construction et de rénovation de logements étudiants.**
- **En renforçant les moyens donnés à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat**, afin de rénover les logements vétustes en vue de leur location à de jeunes actifs.

2/ Développer l'accès aux transports.

En milieu urbain comme en milieu rural, les jeunes sont trop souvent scotchés à leur territoire. Cette situation est le fait d'infrastructures de transport en commun inadaptées ou de difficultés financières pour passer son permis de conduire et acquérir un véhicule. Les collectivités locales doivent se mobiliser pour permettre à la jeunesse d'exercer sa liberté d'aller et venir, donc son autonomie. C'est pourquoi nous proposons de **développer l'offre de transport collectif en soirée, de démocratiser et améliorer la qualité de la formation individuelle à la conduite, enfin de réfléchir à la mise en place d'une carte orange nationale permettant aux étudiants de voyager à travers le pays pour un prix unique forfaitaire**. Une même initiative pourrait être envisagée au niveau européen.

3/ Bâtir une école égalitaire et pluridisciplinaire réellement émancipatrice.

La réussite scolaire dépend largement des capacités financières des parents. **Le principe de méritocratie se heurte violemment au mur de l'argent**. Excluant trop de ceux qui en ont besoin par le jeu des effets de seuil, versées selon des modalités qui plongent parfois ses bénéficiaires dans des crises de trésorerie déstabilisantes, versées le plus souvent versées aux familles, ce qui limite la liberté de choix des jeunes, les bourses ont besoin d'une refonte:

- **Créons un droit à la formation tout au long de la vie**, comme le proposait le rapport Charvet de 2001. Toute personne serait dotée, à sa naissance, d'un même capital initial de formation de vingt années, garanti par l'Etat, utilisable dans le cadre de la formation initiale

ou plus tard dans la carrière, réalimenté par l'exercice d'une activité professionnelle. **Ce système, que certains appellent allocation autonomie, remplacerait le système boursier.**

- **Instaurons un véritable statut du stagiaire qui lui garantit un vrai salaire**, pour que les stages ne soient réservés qu'à une élite qui peut accepter des stages non payés.
- **Développons les internats pour offrir de bonnes conditions de travail à tous.**

Pour l'égalité des chances, mais aussi pour l'impératif de mixité sociale à l'école:

- **Continuons à investir dans les zones prioritaires**, puisque les études récentes montrent que le ciblage des moyens permet de réduire l'écart de réussite entre ZEP et non-ZEP. Cette priorité en direction de quartiers urbains ne doit pas conduire à **négliger la qualité de l'enseignement en milieu rural et le maintien de l'école dans les campagnes.**

- **Redéfinissons la sectorisation et la faisons la mieux respecter.**
- **Démocratisons l'accès aux filières d'excellence du supérieur : les 10% des meilleurs élèves de chaque lycée de France devraient avoir une place automatique en classe préparatoire.** Pour cela, il faudra en ouvrir plus et partout. Leur présence dans les quartiers dits difficiles les démythifierait auprès de ceux qui pensent que « *ce n'est pas pour eux* ». On ne sélectionnerait ainsi plus les élèves en fonction de leur lieu de résidence ou de leur capacité à déménager dans une grande ville, barrière psychologique s'il en est.

- **Lancer un vaste plan de valorisation des filières professionnelles et des carrières dans les métiers manuels dont l'utilité sociale est à réaffirmer.** Il devra accroître les passerelles entre filières professionnelle et générale jusqu'à l'enseignement supérieur. Car il ne faut pas confondre échec scolaire et parcours scolaires différenciés.

4/ Redonner de l'emploi rémunérateur et décent.

La vulgate néo-libérale diffuse nombre d'idées reçues. La France serait un système rigide et inefficace, les pays anglo-saxons auraient déniché la panacée pour sortir du chômage de masse: la flexibilité. Voilà une thèse à déminer. Il y a proportionnellement autant d'entrées et de sorties de l'emploi chaque année en France qu'aux Etats-Unis. Les jeunes le savent bien, qui doivent jongler entre petits boulots et intérim. Nous refusons les paradigmes libéraux : un emploi qui ne permet pas de sortir de la pauvreté et de la précarité n'en est pas un.

Face aux attaques de la droite, redonnons un avenir à tous les jeunes avec un projet concret, autour des axes suivants : lutter contre la précarité qui les touche plus que quiconque en **modulant les cotisations sociales patronales en fonction du degré de précarité du contrat de travail, développer des emplois-tremplins assortis d'un vrai volet formation, augmenter le pouvoir d'achat, instaurer une sécurité sociale du travail** permettant aux garanties collectives attachées au statut de salarié de ne pas être remises en cause par une rupture professionnelle et enfin **renforcer la démocratie sociale (repenser les modes de représentation syndicale, réaffirmer le principe majoritaire pour l'adoption des accords collectifs, assurer l'effectivité de la représentation des salariés) pour améliorer les conditions de travail.**

Balayé, le rêve du progrès technique reléguant définitivement dans l'histoire la racine étymologique du mot travail - instrument de torture. Si la pénibilité physique a diminué, la pénibilité psychologique est en hausse en raison de la contraction du marché du travail. Au titre de seuls créateurs de richesse, les travailleurs méritent d'être plus que de simples exécutants. La gauche de retour au pouvoir devra créer un élan comparable à celui des lois Auroux en 1982. **Ce sera un moyen fort de convaincre les jeunes, qui n'ont pas connu le temps où les salariés avaient un vrai pouvoir et une vraie reconnaissance dans l'entreprise, de l'importance et de l'efficacité de l'action collective, des luttes sociales.**

5/ Permettre aux jeunes de s'épanouir dans leur vie personnelle.

Fonder une famille ne doit plus être un luxe. Comment accepter que de jeunes couples briment leur désir d'enfant en raison de la faiblesse de leurs moyens financiers ? Nous proposons un développement à grande échelle des capacités de garde des jeunes enfants, dont un plan massif de création de places de crèches.

La baisse du temps de travail doit permettre un réel épanouissement personnel. Pour

cela, complétons-la d'un volet culturel. Nous proposons de généraliser les dispositifs de type « passeports culturels », pas seulement à tous les étudiants, mais aussi à tous les jeunes actifs. **Plus généralement, une politique tarifaire incitative pour favoriser l'accès des jeunes à la culture doit être développée.**

L'avenir des jeunes est soumis à celui de la planète: inventons la social-écologie. Le PS ne peut plus sous-traiter les questions d'environnement. Nous devons travailler plus étroitement avec Les Verts, mais sans division thématique des tâches. Prenons des engagements clairs dont la relance des projets de ferroutage, notamment dans les Alpes, le développement des énergies renouvelables et l'application- fût-elle unilatérale – du protocole de Kyoto. La notion de **développement durable** doit sous-tendre notre projet. **Pour nous, pas de croissance sans développement humain, pas de croissance qui saccage la planète, pas de croissance qui risque de compromettre la vie de nos enfants au lieu de l'améliorer.**

II/ Ouvrir les portes de la République à sa jeunesse.

Encore une idée reçue : la République n'aurait plus la côte parmi les plus jeunes de ses rejetons. Quand la République promet l'égalité et que certains se considèrent avec raison comme « *moins égaux que les autres* », ils ont parfois du mal à accepter les règles communes. Mais cela ne remet pas en cause l'attachement à la République de ces jeunes en situation difficile ; ils voudraient seulement que ses promesses soient tenues. La République subit en revanche les attaques de la droite communautariste, parfois aussi d'une gauche qui ne croit plus en elle. Mais *fluctuat nec mergitur*, la République tient bon. Ses principes sont plus actuels que jamais. Un exemple : la laïcité. **Sans laïcité, pas de vivre-ensemble pacifié, pas d'égalité. Gare aux concepts dérivés, comme celui de « laïcité ouverte », qui ne sont que des néologismes destinés à mettre en cause le principe de base.**

Réaffirmons les principes républicains et sachons convaincre les jeunes de leur importance:

- **Rendons le vote obligatoire.** Régler la crise civique implique de redonner foi en l'action politique. Mais l'abstention massive nous ramène tout droit au suffrage censitaire. Le vote est un devoir, n'ayons pas peur de le dire.
- **Créons un service civil obligatoire de 6 mois pour tous les jeunes.** Effectué en France ou à l'étranger, ce service d'intérêt général devra être soutenu par la collectivité. Un même dispositif pourrait être mis en place au niveau européen.
- **Tissons des liens forts avec les associations auxquelles les jeunes consacrent, plus qu'à nous, leur engagement.**
- **Donnons de réels moyens et pouvoirs aux instances représentatives lycéennes et étudiantes.**
- **Pour favoriser le vivre-ensemble, améliorons la mixité sociale.** Supprimons la possibilité de contournement de la loi SRU par l'amende. La mixité ne pourra toutefois être renforcée que si nous rendons plus attractifs les quartiers dévalorisés. Pour ce faire, les outils adaptés s'appellent **services publics**. Leur présence est toujours un critère d'implantation des ménages. Réinvestissons les ghettos, mettons-y plus de moyens !

Pour un changement sémantique : ne plus parler d'intégration. Depuis des années, on entend parler de politique d'intégration pour parler des mesures visant des Français, dont la plupart sont nés en France ou y ont toujours vécu. Quel message nous envoyons à tous ces jeunes en leur expliquant qu'ils doivent s' « *intégrer* » dans une communauté nationale à laquelle ils appartiennent déjà ! **Cessons d'invoquer l'intégration, c'est d'égalité républicaine dont il s'agit.**

IV/ Les jeunes ont besoin de l'Europe sociale.

Les « non » français et hollandais à la Constitution européenne, majoritairement portés par les jeunes générations, excluent une application telle quelle du texte. Le « non » ne crée pas l'Europe sociale, un « oui » aurait été son fossoyeur. Pour donner corps à notre usuel slogan de l'Europe sociale, il faut d'abord réussir l'élargissement. Avant même la renégociation, les socialistes doivent demander un plan Marshall de soutien aux nouveaux membres. On ne pourra pas s'étonner que certains Etats jouent la concurrence fiscale et sociale si l'on a refusé

de leur donner les moyens d'approfondir leur développement. Pour que cette solidarité soit durable, militons pour une hausse du budget européen.

Concrètement, **un statut du jeune salarié européen**, destiné à promouvoir la mobilité professionnelle des jeunes, pourrait être expérimenté. Il constituerait la première pierre à une harmonisation sociale générale par le haut. Une première expérience dans la vie active menée dans un autre pays que le sien constituerait une richesse personnelle pour les jeunes et collective pour l'ensemble du peuple européen. Ce statut protégerait de la même manière quelque soit la Nation d'origine et le pays d'accueil. Ainsi, un jeune plombier polonais pourrait venir travailler dans notre pays grâce à un statut protégeant ses droits sociaux et son niveau de rémunération. La dynamique ainsi instaurée serait créatrice de richesse d'une part, et catalyseur d'une progression sociale partagée à l'échelle de l'Union d'autre part. Ce statut serait garanti par des financements européens et une coordination continentale des régimes de sécurité sociale.

Renouer la confiance avec la jeunesse

A l'instar des masses laborieuses du 19e siècle, les jeunes sont devenus la classe dangereuse du 21e siècle naissant. Stigmatisés, certains revendiquent le stigmate comme élément identitaire puisqu'on leur refuse symboliquement l'accès à l'identité de citoyen. Ceci remet gravement en cause notre pacte social. Ces jeunes ne demandent pourtant qu'à être considérés comme des citoyens à part entière.

La droite, comme de coutume, divise pour mieux régner. En témoigne le projet de Villepin d'exclure les moins de 25 ans du décompte des seuils de 10 et 50 salariés, ce qui instaure une concurrence légale à l'embauche, risquant d'attiser rancœurs et jalousies. Au contraire, la gauche doit favoriser l'harmonie entre les générations. Avec les jeunes, nouer un pacte de confiance. Leur dire que la jeunesse est toujours une richesse pour le pays dont elle est l'avenir. Les convaincre, enfin, que la gauche est seule à même de transformer la société pour plus de solidarité.

"C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à la température normale. Quand la jeunesse se refroidit le reste du monde claque des dents", disait Bernanos. Elle se refroidit quand le politique ne lui paraît plus en capacité de changer le monde, elle se refroidit quand elle ne croit plus au progrès. C'est à nous de lui redonner espoir.

Premiers signataires : Elsa BERTHOLET (CN-26), David ASSOR (BN MJS-95), Jocelyn ASSOR (95), Nicolas BAYS (SBN MJS-62), Jérémie BERIOU (BN MJS-77), Thibaud BOUVIER (38), Jérôme BOUXIN (DR Nord-Pas-de-Calais MJS-62), Franck FIANDINO (AF MJS-48), David FONTAINE (DR Haute-Normandie MJS-76), Charlotte GOUJON (AF MJS-76), Bertrand LASBLEIS (CNA MJS-72), Guy-Eric LEMOULAND (AF MJS-72), Grégory MÊCHE (SBN MJS-94), Nelly MORISOT (SBN MJS-75), Guillaume QUERCY (CNC-Président CNA MJS-77), Hadrien REGENT (BN MJS-76), Bruce RITTER (AF MJS-62), Philippe SERRE (DR Languedoc-Roussillon MJS-48)

www.egalitejeunes.org